

La CEPGL en difficulté attend les contributions des membres

@rib News, 03/04/2018 â€“ Source Xinhua Le secrÃ©taire exÃ©cutif permanent de la CommunautÃ© Economique des Pays des Grands Lacs (CEPGL), Herman Tuyaga, a fait mardi des propositions concrÃ©tes pour redonner du tonus Ã cet ensemble sous-rÃ©gional qui regroupe le Burundi, le Rwanda et la RÃ©publique DÃ©mocratique du Congo, aujourd'hui en difficultÃ©s.

"Il faut que les Etats membres contribuent parce que les contributions constituent un investissement car vous ne pouvez pas attendre un retour Ã un investissement que vous n'avez pas rÃ©alisÃ©. Il faut aussi que les chefs d'Etat se rÃ©unissent en sommet et que le Conseil des Ministres tienne ses assises", a proposÃ© Herman Tuyaga en marge d'un atelier organisÃ© par la CEPGL Ã Bujumbura la capitale burundaise. La CEPGL a Ã©tÃ© crÃ©Ã©e en 1976 et depuis, il y a eu beaucoup de rÃ©alisations jusqu'en 1990, annÃ©e oÃ¹ la CommunautÃ© a commencÃ© Ã connaÃ®tre beaucoup de difficultÃ©s liÃ©es aux conflits armÃ©s dans les trois pays membres. Le secrÃ©taire exÃ©cutif permanent a citÃ© entre difficultÃ©s la non tenue des sommets des chefs d'Etat depuis 2007 alors qu'ils doivent se rÃ©unir une fois par an en sommet ordinaire et autant de fois que de besoin en sommets extraordinaires. Il a citÃ© aussi la non tenue des sessions du Conseil des ministres depuis 2014. "C'est un handicap pour la CommunautÃ© quand deux organes au sommet ne se rÃ©unissent pas malgrÃ© la relance de cette CommunautÃ© en 2007", a soulignÃ© Herman Tuyaga. "Ce que l'on constate depuis un certain moment, c'est qu'il y a une mÃ©fiance qui s'installe, qui fait que ces hautes autoritÃ©s ne se rencontrent pas, alors que chaque fois que les chefs d'Etat se rencontrent ou que le Conseil des ministres se tient, c'est une occasion d'Ã©changer sur toutes les questions et de prendre des dÃ©cisions", a-t-il affirmÃ©. Il a ajoutÃ© une autre difficultÃ© liÃ©e aux contributions regrettant que les Etats membres ne contribuent plus, ce qui handicape le fonctionnement normal de cette CommunautÃ© et de ses organes. "Dire que nous travaillons rÃ©ellement, ce serait trop dire ; nous fonctionnons difficilement. C'est pourquoi, nous disons qu'il y a eu urgence que les chefs d'Etat se rÃ©unissent et que le Conseil des ministres prenne ses assises parce qu'il y a beaucoup de choses qui les attendent". Il a soulignÃ© entre autres des accords rÃ©visÃ©s actualisÃ©s qu'ils doivent signer pour revigorer la CommunautÃ© et lui donner du nouveau tonus et des projets Ã mettre en Å“uvre, ce qui, a-t-il dit, "demande une mobilisation des fonds". Or, a poursuivi H.Tuyaga, "cette mobilisation ne peut se faire que quand la CommunautÃ© fonctionne car aucune institution financiÃ¨re internationale ne peut lui faire confiance Ã partir du moment que ses organes ne fonctionnent pas".

Ã

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});